

## PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

## Tebboune veut rassurer

**Sans la citer, le Premier ministre s'est évertué, avant-hier, à diminuer de l'ampleur de la crise économique que traverse le pays, sans trop convaincre une opposition décidément prête à en découdre.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'était avant-hier mardi, en soirée à l'occasion de la sa présentation du plan d'action du gouvernement qu'il dirige, le dix-huitième du règne du président de la République. Abdelmadjid Tebboune a préféré user d'un euphémisme pour évoquer cette crise en parlant de la sortie effective du pays de l'ère de l'aisance financière en 2014, sans aller à l'alarmisme reproché en haut-lieu aux partis de l'opposition, puisque affirmant que la situation est «acceptable» et que tout «n'est pas aussi noir».

Et de s'appuyer sur l'arithmétique comme pour répliquer aux députés de l'opposition qui, en communion, affirment relever le manque cruel de chiffres comme d'ailleurs l'absence de toute échéance et de mécanisme de matérialisation des nombreuses promesses faites le long de la cinquantaine de pages de cette feuille de route. Une sorte de long texte «générique où la profession de foi la dispute à l'engagement à concrétiser les promesses faites», comme le souligne Lila Hadj-Arab, députée revenante du RCD qui soutient «n'avoir pas trouvé trace du mot crise dans ce plan d'action, ni comment procédera-t-on au financement de cette batterie de promesses». «Nos ressources ont baissé de plus de 50%, mais nous sommes toujours debout. Nos réserves de change dépassent les 100 milliards de dollars», dit-il sans trop s'appesantir sur leur amenuisement progressif comme le met en avant plus d'un spécialiste et autres leaders politiques.

Le Premier ministre abordera aussi l'aspect politique, promettant dans la foulée, de nouvelles dispositions pour «renforcer les libertés, les droits et l'indépendance de la justice et une séparation du monde des affaires de celui du pouvoir. «L'Etat c'est l'Etat et les affaires ce sont les affaires, chacun dans son coin», dira-t-il, ne déniait pas, ceci dit, le «droit de chaque citoyen d'entreprendre, de faire de la politique ou de faire les deux, mais pas



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

Photo : Samir Sid

en même temps». Un propos qui n'a pas pour déplaire au PT qui fait de la lutte contre les conflits d'intérêts un de ses chevaux de bataille, lui qui avertit de l'envahissement de la sphère parlementaire par le monde des affaires avec pas moins de 80 hommes d'affaires élus députés le 4 mai dernier. Mais au parti que préside Louisa Hanoune, on ne se fait pas trop d'illusions à ce sujet comme le souligne la députée Nadia Chouitem qui fera remarquer

que le Premier ministre «n'a pas évoqué le comment de cette séparation entre les mondes des affaires et du politique», comme projet de loi ou autre mécanisme de lutte.

Ce discours du Premier ministre, s'il a suscité l'assentiment attendu des députés de la majorité, a cependant, approfondi le fossé avec l'opposition qui voit dans ce plan d'action la copie conforme de celui du prédécesseur de Tebboune. «A croire que l'on n'a

changé que la feuille de garde du document», ironisera un député indépendant. Et à Lakhdar Benkhellaf, le chef du groupe parlementaire du triumvirat islamiste, Nahda-Addala-Binaa, de relever entre autres contradictions du Premier ministre. «Le caractère social de l'Etat qu'il dit immuable et l'annonce de la revue du modèle des subventions».

Pour le député islamiste comme le reste de ses pairs de l'opposition, le projet de la loi de finances 2018 sera le «véritable baromètre puisqu'il permettra de vérifier de la praticabilité des promesses du Premier ministre».

Les débats entamés juste après l'intervention du Premier ministre se poursuivront trois jours durant, hier mercredi, aujourd'hui et demain au vu du nombre important (plus de 300) de députés qui se sont inscrits pour intervenir.

Ceci avant que les dix chefs de groupes parlementaires n'interviennent pour laisser ensuite la place au Premier ministre pour répondre. La séance de vote dont l'issue ne fait pas l'ombre d'un doute, interviendra tard dans la nuit du vendredi à samedi.

M. K.

## ALORS QUE LE GOUVERNEMENT PRÔNE LA RIGUEUR BUDGÉTAIRE

## Le lourd fardeau des subventions

**L'Etat, qui a vu ses recettes budgétaires baisser drastiquement à cause de la chute des prix du pétrole, est-il en mesure de poursuivre sa politique des subventions tous azimuts ? En ces temps de vaches maigres, la question des transferts sociaux se pose désormais avec acuité.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - La politique budgétaire de rigueur menée depuis 2015 par les gouvernements successifs n'a jusque-là pas touché aux subventions. Au nom de la préservation de la paix sociale, aucun gouvernement n'a d'ailleurs osé engager une réflexion sur la réforme de ces subventions.

Pourtant, les économistes n'ont cessé d'alerter sur l'iniquité de ces subventions ainsi que leur inefficacité économique, notamment en ces temps de vaches maigres où les prix du pétrole ne permettent plus à l'Etat de supporter le coût de ce modèle social fait de subventions tous azimuts.

En effet, l'ensemble des transferts sociaux consenti par l'Etat afin de préserver la paix sociale coûte annuellement près de 30 milliards de dollars. Logement, santé, éducation, eau, électricité, carburants et autres produits alimentaires de première nécessité (blé, poudre de lait, sucre et huile), l'Etat prend en charge le différentiel entre le coût économique de ces produits et le prix social.

Or, cette redistribution de la rente pétrolière – puisque ce sont les recettes des exportations des hydrocarbures qui ont toujours financé cet effort de solidarité avec les démunis – se heurte justement à la chute continue des prix du pétrole. Et, l'on se pose désormais avec acuité la question de la pérennité de ces transferts sociaux. Même si le tout dernier Conseil des ministres, qui a adopté le plan d'action du nouveau gouvernement, en discussion actuellement au Parlement, a réitéré l'engagement de l'Etat à poursuivre cette politique de redistribution. Mais, quelle option sociale prendre face à l'aus-

térité imposée par la chute des prix du pétrole ? Le Think tank Nabni suggère dans une tribune publiée cette semaine sur son site Internet de «distribuer plutôt un revenu de base à tous les citoyens qu'ils soient adultes ou mineurs afin de

garantir un minimum vital à tous». L'idée est de «remplacer le système actuel complexe d'aides multiples et de subventions aux produits de première nécessité, qui aujourd'hui n'encourage pas la production nationale en subventionnant massivement des importations ainsi que des ressources non renouvelables (l'énergie et l'eau)», par un revenu universel. «L'inefficacité et les gaspillages de notre modèle social actuel basé sur

des subventions «universelles» tous azimuts et la difficulté depuis plusieurs années à lancer ne serait-ce qu'un projet pilote pour les subventions ciblées plaident pour une solution innovante qui sorte notre pays de l'impasse dans laquelle il se trouve», souligne-t-on. Mais, s'interroge le Think Tank, «serait-elle la solution au casse-tête des subventions ?». Nabni qui, au vu des montants actuels des subventions alimentaires, au logement et

énergétique, situe ce revenu autour de 7500 DZD par habitant de plus de 15 ans et par mois, explique que ce système ne profitera pas aux détenteurs des revenus élevés et sera ainsi écrémé via une taxation progressive. Et de conclure : «Il n'est pas encore certain que cette solution soit la panacée mais elle mérite que nos économistes et notre gouvernement se penchent dessus».

L. H.

## L'EXPERT SAÏD BEGHOUL À PROPOS DE LA FORTE BAISSSE DU PÉTROLE :

## «Il y a encore assez de brut sur le marché»

**Les cours pétroliers ont fini en forte baisse hier à New York, plombés par l'abondance de l'offre au moment où le regain des productions libyenne et nigériane vient s'ajouter au dynamisme du pétrole de schiste américain. Le prix du baril de Light Sweet Crude» (WTI), référence américaine du brut, a chuté de 92 cents à 43,51 dollars sur le contrat pour livraison en août.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Selon l'expert pétrolier Mohamed Saïd Beghoul, cette baisse des cours pétroliers s'explique essentiellement par la disponibilité de la production américaine qui tourne autour de 9.4 millions b/j, ainsi que celles de la Libye (environ 800 000 b/j) et du Nigeria, deux pays exemptés du deal Opep (Organisation de pays exportateurs de pétrole) dont la coupe de 1.8 million b/j n'est pas suffisante pour équilibrer le marché.

«C'était prévisible comme situation même après la reconduction du deal pour 9 mois, nous a expliqué hier M. Beghoul. Moi, j'ai parlé d'un baril à 40-45 dollars si l'Opep maintient sa coupe à 1.8 million b/j et voilà qui est presque fait. Ce matin (hier, Ndlr) le Brent est à 45 dollars. Il y a d'autres facteurs comme la vitesse de chute des stocks qui reste faible compa-

rativement aux prévisions. En somme, il y a encore assez de brut sur le marché».

D'autres experts estiment que le marché reste sous la pression de l'augmentation de la production libyenne et nigériane, ajoutant que ces deux pays ont été exemptés de quotas de production, bien qu'ils fassent partie de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole qui est engagée avec d'autres producteurs, dont la Russie, dans une réduction de l'offre.

Les experts de Commerzbank se faisaient ainsi l'écho d'informations de presse indiquant qu'un conflit avec la compagnie allemande Wintershall avait été résolu», ce qui devrait faire augmenter la production libyenne de 50 000 barils supplémentaires.

Les dirigeants de la compagnie nationale libyenne NOC ont répété à plusieurs reprises leur ambition



Mohamed Saïd Beghoul, expert pétrolier.

Photo : DR

de faire repartir fortement les extractions dans le pays, qui avaient pâti de la guerre civile. «Au cours des derniers mois, la production nigériane a augmenté avec la remise en service», a ajouté Andy Lipow, évoquant de plus la reprise des opérations sur le champ pétrolier de Forcados dans le sud-est du pays. Conséquence : «L'excès d'offre est particulièrement marqué dans l'Atlantique où il y a de nouveau de nombreux

cargos chargés de pétrole nigérien cherchant à trouver preneur», a rapporté John Kilduff de Again Capital.

En parallèle, les extractions américaines, notamment de pétrole de schiste, sont sur la pente ascendante depuis l'automne, mettant un peu plus à mal les efforts de l'Opep et de ses partenaires, qui ont prévu de limiter leur production jusqu'en mars 2018.

Y. D.